

Le rôle des institutions coutumières dans la construction de la résilience des jeunes face à la violence

Synthese reformee, Novembre 2021

A. RESUME

Les recherches sur la violence au sein des milieux jeunes s'intéressent peu aux logiques de non-violence pourtant présentes dans ces mêmes contextes. La recherche promue par le CRDI dans le cadre de son programme « Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité en Afrique » a placé cette préoccupation au cœur de son objectif de recherche. Des recherches conduites en Afrique de l'ouest (Sénégal et Burkina) et de l'Est (Tanzanie) révèlent à cet effet, sur la base d'études de cas, que les institutions coutumières constituent des mécanismes efficaces dans la résilience des jeunes face à la violence dans des contextes de violence. Ces recherches font écho à une longue tradition de recherche au sein des études en paix et sécurité en Afrique, arguant l'existence de solides cultures endogènes de paix dans le substrat socio-culturel des sociétés locales et plaidant pour une prise en compte plus accrue de celles-ci les politiques de paix.

B. PROBLEME

Si les logiques de l'engagement des jeunes dans les violences en Afrique sont de mieux en mieux cernées, en revanche les mécanismes de prévention et les réponses à cette vulnérabilité s'avèrent encore peu efficaces. Sous forte pression de l'extrémisme violent, de la criminalité et de l'exacerbation des conflictualités anciennes (politiques et communautaires) dans ce contexte mutant, les risques d'une exposition plus accrue des jeunes vulnérables à ces logiques de violence sont plus que

réelles. L'une des raisons de l'inefficacité des politiques visant à prémunir les jeunes procède parfois des rationalités théoriques et urgentistes sur laquelle s'adosent de telles réponses. Elles font essentiellement des jeunes porteurs de violence, les cibles prioritaires de la compréhension et des réponses à la violence. Un tel focus oublie bien souvent que la majorité des jeunes font rarement le choix de la violence. Bien plus, il contribue de manière pernicieuse à essentialiser et populariser une image caricaturale des jeunes Afrique, perçus comme une menace plus qu'une opportunité.

Retourner la logique de l'analyse vers la majorité silencieuse des jeunes, en questionnant les rationalités soutenant leur non-basculement dans la violence, permet d'ouvrir des perspectives fécondes en termes d'approches préventives et par la même occasion de déconstruire les stéréotypes globalisant d'une jeunesse abusivement caricaturée comme violente.

L'intérêt pour ce questionnement constitue la pierre angulaire d'une réflexion menée par des chercheurs de l'Université Gaston Berger (Sénégal) et de l'Université de Dar-es-Salam (Tanzanie) dans le cadre du programme « Comprendre et surmonter l'exposition des jeunes à la violence, l'exclusion et l'injustice en Afrique ». Ces deux recherches font partie intégrante de 14 projets réalisés dans 12 pays africains par plusieurs autres centres de recherche financés par le Centre de Recherche et de Développement International (CRDI).

La présente synthèse s'intéresse uniquement aux résultats mis en avant par les deux équipes des deux universités susmentionnées. Un tel intérêt est lié à l'originalité de la perspective analytique mise en évidence. Celle-ci pointe l'importance de considérer les institutions et mécanismes socio-communautaires dans la recherche sur les facteurs de résilience des jeunes face à la violence en Afrique.

C. FOCUS DE LA RECHERCHE

Les deux recherches ont été menées dans deux régions africaines géographiquement différentes. L'une menée en Afrique de l'Ouest, précisément au Burkina-Faso et au Sénégal par l'Université Gaston Berger (UGB). Elle s'est intéressée aux mécanismes communautaires de prévention et de gestion des conflits au Burkina Faso (Projet N°108394-00). L'étude interroge des pratiques endogènes considérées comme des mécanismes collectifs de résilience à la violence dans un pays en mutation. L'autre recherche, conduite en Afrique de l'Est par l'Université de Dar-es-Salam en Tanzanie, s'est intéressée quant à elle à un mécanisme de mobilisation communautaire, "Nyumba Kumi", très présent en Tanzanie. Cette institution vise à assurer une gouvernance sécuritaire et une offre de justice locale.

D. RESULTATS MAJEURS

1. Un apport conceptuel en matière d'analyse de la résilience face à la violence

En tant que concept analytique central des recherches menées, la résilience a été comprise dans le sens où Luthar et Cicchetti (2000) la voient comme « *un processus dynamique par lequel l'individu démontre une adaptation positive malgré l'expérience de conditions défavorables ou de traumatismes importants* ». Les chercheurs ont abordé la résilience sous l'angle des capacités, des atouts et des attributs mis en avant par les jeunes pour éviter de s'engager dans la violence. Au-delà de l'évitement, ils ont également opérationnalisé la résilience sous l'angle des pratiques de prévention de la violence chez les jeunes, donc la consolidation de la paix. De manière plus

opérationnelle, l'équipe de l'Université Gaston Berger a identifié deux types de résiliences. A savoir :

(i) la résilience primaire qui caractérise l'ensemble des jeunes qui ne sont jamais entré dans le cycle de violence ; Parmi les facteurs de résilience primaire identifiés, c'est-à-dire empêchant les jeunes de basculer dans la violence, l'éducation apparaît comme premier facteur suivi de l'éducation religieuse. Les valeurs issues donc de la socialisation culturelle, dans laquelle jouent un rôle clé les figures parentales et communautaires au sens large, constituent la ressource fondamentale de la capacité du jeune à faire face à la violence. Moins l'individu est donc socialisé, moins sa capacité de se soustraire de la violence est faible.

(ii) et la résilience secondaire qui concerne les jeunes qui, bien qu'ayant été dans le cycle de violence, ont réussi à en sortir.

Les clarifications du concept de résilience sous divers registres offrent des outils opérationnels pour la compréhension du phénomène et définit les niveaux d'intervention opérationnels dans un processus de construction de cette résilience.

2. Les institutions sociales traditionnelles : des mécanismes au cœur de la gestion des conflits et de l'offre de sécurité

Malgré l'éloignement géographique et culturel des deux terrains, les recherches menées par les équipes aboutissent à une conclusion globale similaire : celle de la force des institutions coutumières locales dans la construction de comportements résilients chez les jeunes des zones étudiées. Ce rôle performatif de ces institutions tient du fait qu'elles sont l'émanation de processus culturels endogènes et agissent par ailleurs comme des mécanismes normatifs de socialisation autour de valeurs morales, éthiques et sociales forte dans lesquelles s'identifient aisément les jeunes.

Cet important résultat fait écho à une longue tradition de recherche au sein des études en paix et

sécurité en Afrique, arguant de la présence d'une riche culture endogène de paix dans le substrat socio-culturel des sociétés locales.

A cet égard, l'institution sécuritaire du "Nyumba Kumi" mise en avant en Tanzanie se rapproche fortement de la confrérie des Chasseurs traditionnels de « Dozo » très répandue en Afrique de l'Ouest, notamment dans les communautés de l'air culturel mandingue à cheval sur plusieurs États modernes (Arseniev 2007; Bassett 2004; Cissé 1994; Hellweg 2009; Koné 2018). La confrérie Dozo est le reflet institutionnel d'une pratique magico-religieuse remontant au moyen-âge. Dans les faits, elle s'organise autour d'une chaîne d'associations à base communautaire que l'on retrouve dans plusieurs localités. Bien au-delà du culte religieux, cette institution socialise ses adeptes autour de valeurs d'engagement, jusqu'au sacrifice ultime, pour la protection sécuritaire des membres de la communauté toute entière. Initialement confinées dans les espaces ruraux des communautés mandingues, les associations dozo ont connu une prolifération fulgurante en dehors de ce cadre spatial en intégrant des espaces urbains culturellement divers et fortement gagnés par l'insécurité au tournant des années 1980 et 1990. L'efficacité de cette offre sécuritaire alternative repose en grande partie sur son ancrage local et sa capacité à jouer sur des croyances collectivement partagées (Koné 2018).

La référence aux mécanismes communautaires de gestion des conflits mis en avant par la recherche au Burkina Faso, confirme bien la richesse des ressources communautaires face aux défis multiples de la violence. « La parenté à plaisanterie » ou encore « les alliances à plaisanterie » sont particulièrement l'une des pratiques et institutions sociales des plus symboliques de la gamme des infrastructures communautaires de paix en Afrique de l'Ouest. Révélées de longue date par les anthropologues et historiens du social, cette relation sociale atypique tendant à neutraliser et tourner en dérision l'adversité violente, a plutôt connu un intérêt heuristique plus grand à l'occasion des multiples crises violentes associées aux réformes démocratiques en Afrique de

l'Ouest. Les politiques de peacebuilding et, notamment de « reconstruction post-crise » ont largement médiatisée ces mécanismes endogènes. Les alliances à plaisanterie font partie d'une large gamme de mécanismes traditionnels lorsqu'on évoque les outils communautaires de gestion des conflits. L'étude du Burkina rappelle utilement le rôle crucial joué par exemple par les figures d'autorités au sein des communautés. La « culture du pardon » par exemple se construit et s'entretient dans nombre de pays africains au moyen d'une ingénierie traditionnelle qu'est la palabre qui s'appuie sur des figures et des ressources du terroirs.

E. RECOMMANDATIONS : CONSTRUIRE UNE ARCHITECTURE CULTURELLEMENT ENRACINÉE DE L'OFFRE PUBLIQUE DE PAIX

Les résultats mettent en évidence des enseignements et fournissent des perspectives opérationnelles pour les politiques de lutte contre la violence.

1. La prise en compte et le renforcement des institutions coutumières et locales dans les processus de prévention et de lutte contre la violence dans les milieux jeunes est une donnée importante à considérer. Toutefois, le recourt à ces institutions ne peut être systématiquement généralisé. Dans certains contextes, particulièrement politisés et dominés par des idéologies de stratification sociales, certaines institutions coutumières pourraient renforcer les logiques de domination et faire le lit des discriminations à l'endroit catégories sociales vulnérables. L'enracinement culturel et communautaire n'est donc pas toujours gage de justice sociale. C'est pourquoi les processus d'implication dans les réponses doivent être contextualisés et s'adosser à des institutions ayant une légitimité plus consensuelle.

2. La légitimité et la force des institutions communautaires tient de leur enracinement dans des matrices culturelles qui font sens et leur proximité (Bagayoko et Koné, 2017). Cela est une donnée essentielle dans le processus

d'appropriation individuelle, d'adhésion collective et de légitimité politique. La capacité d'adaptabilité, de souplesse de ces institutions aux enjeux politiques modernes n'est possible qu'à la condition de leur inscription dans une logique de proximité géographique et sociologique. Il ne s'agit pas d'opposer ces institutions traditionnelles aux dynamiques modernes en les qualifiant d'obsolètes. Il s'agit surtout de travailler plutôt à leur réinvention en inscrivant les défis nouveaux dans des matrices culturelles qui font sens pour les communautés. Cette continuité n'est pas à saisir uniquement dans la superposition des formes institutionnelle. Elle doit surtout s'incarner dans l'esprit, les normes, les valeurs, des imaginaires, des croyances et des principes communautairement partagés. La recherche en Tanzanie et au Kenya rapportent à juste titre que l'un des succès populaires de la pratique du "Nyumba Kumi" repose sur l'inscription de cette institution dans les structures de gouvernance locale (Killian et Pastory 2018; Ndono, Muthama, et Muigua 2019).

3. Les politiques publiques de l'éducation doivent favoriser une transmission des principes de ces mécanismes aux jeunes générations à travers la formation : socialiser les citoyens de demain à ces mécanismes en intégrant dans le parcours scolaire de ces dernières des formations sur ces valeurs endogènes résilientes.

F. PERSPECTIVES D'AVENIR ET PRIORITES DE RECHERCHE

L'opérationnalisation de politiques publiques de stabilité, s'insérant dans des matrices culturelles des contextes africains, impose également un ajustement des agendas de la recherche sociale. Cette recherche pourrait se décliner autour de trois priorités :

1. Approfondir la réflexion sur la stabilité des États africains sous l'angle des résiliences communautaires et non seulement des violences. Les expériences diverses de résiliences communautaires face à la violence politique et même économique, sont d'excellents analyseurs pour identifier les mécanismes

de base pouvant définir des États africains plus légitimes. Une analyse exhaustive de ces expériences sous cet angle culturaliste serait une approche féconde pour penser, en termes de philosophie politique, des États africains plus stables;

2. Penser les modalités concrètes d'une articulation féconde des légitimités communautaires avec les exigences d'un État plus respectueux des droits des individus et des communautés, sans discriminations;

3. Mettre en place des dispositifs de recherche synchronisés avec les agendas de mise en œuvre des politiques publiques de jeunes plus contextualisées.

BIBLIOGRAPHIE DE REFERENCE :

1. Arseniev, Vladimir. 2007. « Les chasseurs Donso du Mali à l'épreuve du temps ». *Afrique contemporaine* 223-224(3):341. doi: 10.3917/afco.223.0341.

2. Bagayoko, Niagalé, et Fahiraman Rodrigue Koné. 2017. *Les Mécanismes Traditionnels De Gestion Des Conflits En Afrique Subsaharienne. Rapport académique*. Montréal: Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix.

3. Bagayoko, Niagalé, Fahiraman Rodrigue Koné, et Gningnimini Yéo. 2021. *Analyse des causes profondes des violences et conflits communautaires dans l'espace du G5/Sahel*. G5 Sahel/ASSN.

4. Bassett, Thomas J. 2004. « Containing the Donzow: The Politics of Scale in Cote d'Ivoire ». *Africa Today* 50(4):31-49. doi: 10.1353/at.2004.0038.

5. Centre pour le Dialogue Humanitaire. 2019. *Médiation agro-pastorale aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso*. Genève: Centre pour le dialogue humanitaire.

6. Cissé, Youssouf Tata. 1994. *La confrérie des chasseurs Malinké et Bambara: Mythes, rites et récits initiatiques*. Ivry.

7. Hellweg, Joseph. 2009. « Hunters, Ritual, and Freedom: Dozo Sacrifice as a Technology of the Self in the Benkadi Movement of Côte d'Ivoire ». *The Journal of the Royal Anthropological Institute* 15(1):36-56.
8. Killian, Bernadeta, et Parestico Pastory. 2018. « In Search of Security without Guns: The Role of Grassroots Institutions in addressing Conflicts and Injustice in Tanzania from a Gender Perspective ». *The African Review* 45(1):1-27.
9. Koné, Fahiraman Rodrigue. 2018. *La confrérie des chasseurs traditionnelleLes dozos en côte d'ivoire : enjeux socio-culturels et dynamiques sécuritaires. Rapport de recherche*. Montréal: Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques Université du Québec à Montréal.
10. Ndono, Wamaitha, Nzioka John Muthama, et Kariuki Muigua. 2019. « Effectiveness of the Nyumba Kumi Community Policing Initiative In Kenya ».

RIGHTS AND PERMISSIONS

Rodrigue Fahiraman Koné

©ASSN, 2021

This work is available under the Creative Commons Attribution 4.0 International Public Licence (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Under the Creative Commons Attribution licence, you are free to copy, distribute, transmit, and adapt this work, including for commercial purposes, provided attribution is duly given to the African Security Sector Network (ASSN).

All queries on rights and permissions should be addressed to:

The African Security Sector Network (ASSN)
No. 27 Kofi Annan Avenue,
North Legon,
Accra, Ghana
Email: info@africansecuritynetwork.org
Web: www.africansecuritynetwork.org

This work was carried out with the aid of a grant from the International Development Research Centre, Ottawa, Canada. The views expressed herein do not necessarily represent those of IDRC or its Board of Governors.

Design: Philip Emase